

## ACTES DU COLLOQUE

« NEUJ PRO 2011 - 10èmes Rencontres Nationales des Professionnels et des Elus de la Jeunesse »

## CONFÉRENCE

### « Les politiques publiques de jeunesse : une mission impossible ? »

#### ↳ Intervenant : Michel HELUWAERT

##### Michel Héluwaert :

J'ai gardé le décalage du retard de ce midi. J'espère que vous avez bien déjeuné. C'est pourquoi je ne vous parlerai pas de topinambours. J'en ai trop mangé sous l'Occupation. Je vous remercie très sincèrement d'être venus m'écouter. Je remercie aussi Frédéric Dubos de m'avoir invité. Il n'en est sans doute que temps parce que si je crois encore avoir, en ce moment-ci, la légitimité de parler de la jeunesse, ce sera difficile l'année prochaine parce que j'aurai quitté la galaxie Tintin. Je l'ai approché dans les patronages catholiques de 1943, puis de la Libération. Après, j'ai participé aux activités d'un CLSH animé par des GI. J'ai ensuite flirté avec le scoutisme, le temps d'apprendre à cuire des nouilles sous la pluie dans les bois de chez marguerite Yourcenar, dans les Flandres. Et j'ai trouvé ma voie au sein des auberges de jeunesse où j'ai vécu le parcours classique de l'adhérent, du militant, de l'élu local, départemental et national. Ça m'a fait déjà une expérience. Je suis aussi de la génération des guerres. J'en ai vécu une. J'ai connu les retombées d'une autre. J'en ai préparé une troisième que je n'ai pas faite. Et, j'ai fait une quatrième pour laquelle je n'avais pas été préparé. Je suis aussi du temps des utopies et des illusions abandonnées dans la mutation de la société française. Cela va sans doute influencer mon discours. Stefan Zweig dirait que je suis un érasmien, c'est-à-dire quelqu'un qui se place en retrait des grands projets. C'est peut-être vrai, ce n'est peut-être pas vrai. Ce parcours intérieur a fait de moi un instituteur, un maître de cours complémentaire. J'étais aussi stagiaire à Peuple et Culture ce qui fait que je suis devenu un syndicaliste et un militant politique. L'enseignement m'ennuyant, je suis allé vers l'éducation générale. Mais, en raison de mon dossier des Renseignements Généraux, j'ai été récusé par la Préfecture. Vous me direz que c'est peut-être un bien parce que je me serais franchement ennuyé comme sous-préfet, alors que je me suis éclaté comme Inspecteur de la Jeunesse et des Sports. Donc, je suis allé vers ce dispositif que l'Éducation nationale méprisait, et le terme est faible. J'espérais y agir efficacement en faveur de la jeunesse. J'ai vite déchanté. Je vais vous expliquer pourquoi.

Je suis seul aujourd'hui. Je le regrette. J'aurais aimé que nous puissions avoir, si elle avait été encore là, un débat entre Françoise Tétard et moi-même parce que je pense que la confrontation des vues d'une historienne et de celles d'un politiste vous aurait été plus profitable. Je vais donc vous infliger un monologue historico-politique. J'espère que ça ne vous ennuiera pas trop. Je crois que je vais surtout vous raconter vos origines.

Pour mener une politique, il faut un outil administratif. Je vais donc poser le problème des politiques publiques de jeunesse à partir des actions menées sur 6 décennies par l'administration dédiée à la jeunesse, aux sports et aux loisirs. J'aurai comme colonne vertébrale deux feuilles de route proposées au ministre en 1947 et en 1957 et des opinions de jeunes établies en 1942 et en 1967, c'est-à-dire que je vais couvrir un large champ parce que je me suis demandé, on fait

toujours un travail de deuil quand on part à la retraite, je me suis toujours demandé pourquoi j'étais allé là et à quoi ça avait servi, si ça avait été utile. Les engagements, les discours, les velléités gouvernementales m'ont conduit à un discours critique. Je vais donc vous apporter d'abord des informations, des réflexions ensuite, mais comme disait François de Singly, les réflexions d'un vieux, et encore Singly est plus jeune que moi, les réflexions d'un vieux ça ne compte pas trop. Mais, je vous demande, en premier lieu, de pardonner au militant que je suis, au militant flamand, au gueux sur plusieurs générations. Un gueux c'est des pauvres, ceux qui travaillent, j'ai des ancêtres brouetteurs, dockers, mais au XVIIe siècle. Je suis l'héritier de quelqu'un, puisqu'on parlait des langues régionales hier, de Till Eulenspiegel, en flamand le miroir et la chouette. Vous, les Français, vous l'appellez l'espiègle ce qui fait que mes propos vous paraîtront, parfois, impertinents. Vous voudrez bien m'en excuser. Même si Stefan Zweig dit que je suis érasmien, je mourrai passionné.

J'ai sélectionné plusieurs épisodes de cette administration. Tout d'abord Vichy et Alger, les réalités maréchalistes, le pragmatisme algérois. Après la IVe république, une décennie où j'ai pris 4 épisodes : Jean Guéhenno et l'utopie culturelle, André Viénot et la construction d'un système, Pierre Bourdan une feuille de route oubliée et les années grises avec une nouvelle feuille de route qui sera exemplaire pour l'avenir. Ensuite, vous aurez la décennie gaullienne avec 2 épisodes : Maurice Herzog, celui que j'appelle l'agissant respecté, François Missoffe celui que j'appelle le consultant conspué. Et puis, la décennie gaulliste, ne pas confondre, du conflit à l'abandon : Joseph Comiti l'agissant contesté, Pierre Mazeaud la loi inopportune, la déliquescence progressive, le passage aux oubliettes et les errements des années 80/2000 qui amènent à la décentralisation, une évolution incontestable qui dans mon histoire vous ramènera à votre situation.

Le thème était « les politiques publiques de jeunesse une mission impossible ? ».

Saluds de pauvres ! Vous connaissez. Jean Gabin qui insulte Bourvil. Qu'est-ce que c'est en réalité ? C'est un membre de l'intelligentsia culturelle française qui bénéficie de l'Occupation et qui continue à insulter le peuple éternel parce qu'il y a un fossé entre ces deux parties de la société. François de Singly parlait des établis. C'est vrai. Eux, ils n'arrivent pas à comprendre les problèmes des jeunes et je crains qu'ils soient conduits à dire « saluds de jeunes », ce qui correspondrait tout à fait aux correspondances entre ces deux classes ou ces deux parties de la société. Lorsqu'une équipe française perd une compétition internationale, les médias se retournent vers le ministre des sports en demandant que fait l'Etat. Et, si des jeunes brûlent des voitures, ils se retournent vers le ministre de la police. Ils ont toujours oublié qu'il y avait un ministre de la jeunesse. C'est quelque chose qui pose question. J'ai posé la question à un grand journaliste français, grand, reconnu comme tel, j'ai posé l'interrogation. J'ai eu des réponses alambiquées ce qui prouve que les journalistes qui croient tout savoir et tout penser, tout dire et tout imposer ne sont pas toujours très clairs sur ces dossiers-là. La distance entre les jeunes et les vieux, c'est fréquent, c'est courant, c'est ancien. Et, le pasteur de Soleure au XVIIe siècle critiquait les jeunes insolents qui perturbaient les offices religieux et qui, la nuit, venaient conchier leurs portes et leurs volets. Pierre Mendès-France a dit que les jeunes étaient impatientes et sévères. La contestation, la confrontation entre jeunes et adultes, pour moi, c'est naturel. On l'accuse parce qu'en l'accusant on se rassure.

Une personne que je respecte beaucoup, Jean Blanzat, qui était l'ami et le conseiller de Jean Guéhenno, Jean Blanzat c'est la NRF Gallimard, il était conseiller technique de Jean Guéhenno, quand Jean Guéhenno était directeur de l'éducation populaire, voyait les jeunes comme hardis, généreux, désintéressés, mais portant un profond égoïsme, une grande violence et de l'indocilité. Il estimait nécessaire, nous sommes en 1945, que s'exerce sur elle la puissante pression des lois et des mœurs pour que n'éclate pas la révolte permanente qu'elle cause. Et, pourtant, ils étaient tous les deux de gauche. Pour pallier ces débordements des jeunes on a toujours admis que l'école, le couvent, l'armée étaient des moyens de canaliser et de réguler ces pulsions. Pour moi, les pulsions adolescentes, c'est très simple. On fait grimper les vieux au cocotier à la fois pour prendre la place, et peut-être aussi qu'en éliminant le mâle dominant, on se partagera les femelles. Et, les femelles assistent en spectatrices, souvent en butin, surtout. Donc, on a utilisé les dispositifs d'enseignement. On a créé une instruction publique...

Mais, tout cela n'a pas été d'un résultat exceptionnel puisque ça a justifié le paradigme d'éducation populaire dont les composantes ont travaillé à la libération des esprits et des consciences, ce qui est très dangereux pour une institution établie. Si on libère les consciences, gare ! Tous les politiques, enfin beaucoup, ne se sont pas privés de s'intéresser à eux. J'ai retrouvé Jean Jaurès, Emile Zola, Marc Sangnier, Pierre Mendès-France... mais, ils ont des publics particuliers. Zola s'adresse aux étudiants, Marc Sangnier aux ouvriers des cercles d'action catholique. Ils sont un peu rares, mais il y a des petits bourgeois qui ont tendance à l'évolution. Jean Jaurès fait son discours aux lycéens d'Albi. Les lycéens d'Albi, vous me permettez de remarquer que c'est deux cents cinquante personnes sur un département. C'est Mendès-France qui commence à poser le problème « jeunes » dans ses discours. Et, on retrouve la même chose dans les échéances politiques. Les politiques se positionnent en faveur de la jeunesse, car leur action future les emmènera dans des pays où coulent le lait et le miel... Mon expérience administrative fait que je sais une chose qui a été confortée par Edith Cresson qui a dit « quand on est Ministre et qu'on va voir un Directeur d'administration centrale, il répond, Monsieur le Ministre, ce que vous demandez n'est pas possible ». Donc, on verra, sauf si le politique -et j'en ai connu très peu- a le courage de dire à l'administrateur « si vous l'estimez impossible, c'est que vous n'êtes pas bon, alors vous partez ».

Les Etats qui s'étaient intéressés au système scolaire ont peu à peu installé des politiques publiques qui étaient dédiées à la jeunesse. J'en ai repéré un certain nombre : la *komsomol*, la *mochida de portugais*. J'ai fait ma thèse avec des Brésiliens, donc j'ai appris à avoir l'accent « portugais ». Le *balilla*, et, ne faites pas de positionnement politique, je parle en technicien, le plus élaboré en termes d'encadrement et d'actions : la Hitler Jugend, qui est un dispositif exceptionnel d'encadrement, de motivation et de mobilisation des jeunes. Je vous le répète, j'ai parlé en technicien. Je ne suis pas militant, je suis un politologue. Je ne suis pas un adepte du camarade Adolf. Dans les années 30, c'est lui qui semble le plus abouti. Et, dans la France d'avant 36, il y a des gens qui disent « ce monsieur Hitler, au moins, il les tient les jeunes, ils ne font pas les cons, c'est bien, regardez comme ils sont propres ». En face d'eux, il y a, je dirais, un marais, un marais actif pourtant. C'est la mouvance catholique d'abord.

Je m'étais demandé, ce matin, pourquoi François de Singly s'intéressait à la fois à Brel, à Johnny Hallyday et à Stéphane Haar de la JOC. J'ai trouvé la relation. Brel et Hallyday sont belges et la JOC a été créée par un belge. Ça pourrait être intéressant pour un sociologue. L'église catholique a une ramée à ses côtés, la JOC, belge, qui se décline en JEC, JAC, JIC, JMC, avec à chaque fois un pendant féminin, parce que dans une société correcte, Mesdames et Messieurs, on ne mélange pas les torchons et les serviettes. Il y a les garçons d'un côté, les filles de l'autre et la société n'en est que mieux gardée. Il y a aussi des composantes politiques, les jeunesses socialistes, les jeunesses communistes, les jeunesses laïques et républicaines. Mais, statistiquement, ils ne représentent pas grand-chose par rapport à l'ensemble. Il y a des énergumènes qui pratiquent la mixité dans tout ce milieu. Ces ont les énergumènes dont je suis issu. Ce sont les gens des auberges de jeunesse qui ont toujours pratiqué la mixité. C'est pour ça qu'ils sont décriés d'ailleurs. Vous vous rendez compte, dans la même maison, à la campagne, il y a des garçons et des filles, mon Dieu Seigneur, Jésus Mariato comme on dit en flamand dunkerquois.

Il y a la galaxie laïque. Mais, j'ai toujours eu du mal à la classer comme un ensemble de mouvements parce que la Ligue de l'enseignement a surtout fédéré, pour moi, des institutions. Or, moi ce qui ne m'intéresse pas ce sont les institutions, ce qui m'intéresse ce sont les mouvements. Je pense à cette façon d'avancer que peuvent avoir les jeunes. On s'aperçoit que beaucoup de mouvements catholiques ont été créés comme des institutions, mais les jeunes y ont pris le pouvoir progressivement. D'abord, ils ont pris le pouvoir en disant qu'il fallait que ce soit « pour », après que ce soit « par ». Après, ils ont pris la doctrine des auberges. C'est « le mouvement doit être par les jeunes et pour les jeunes. Là, on arrive à l'éducation populaire. Mais, ils ne représentent dans leur ensemble, ces mouvements, qu'un septième de la classe d'âge. Ça, ça pose problème. Il y a des institutions qui se développent aussi. Il y en a une que je respecte profondément qui deviendra aussi mouvement, mais progressivement : c'est le scoutisme dont peu de gens savent qu'il a été créé au bénéfice des enfants des quartiers défavorisés de Londres qu'il fallait emmener à la campagne en leur apprenant à vivre seuls dans la nature et en leur apprenant à prendre des responsabilités dans la nature. C'est aussi une pédagogie puisque dans une patrouille scoute la

science du plus grand, le chef de patrouille, le CP, va progressivement vers le plus petit de la patrouille. Le CP là, c'est le cul de patte, et chacun transmet ses connaissances à l'autre. Quand celui d'en haut a beaucoup de connaissances, il passe dans un autre système où il apprend des connaissances. Moi qui suis un ancien instituteur, je peux vous dire qu'il n'y a pas de meilleur enseignant que l'enfant qui s'occupe d'un autre. Le discours du maître peut être intéressant, mais il ne vaut pas la relation entre enfants. C'est un autre problème.

Ces mouvements vont avoir des revendications. La JOC réclame, avant la guerre, une meilleure formation professionnelle. La JEC demande une ouverture des lycées à la culture. La jeunesse agricole demande une modernisation des pratiques agricoles. Et, la jeunesse indépendante chrétienne demande une reconnaissance des qualités de l'employé. Lorsque le Front populaire - parce qu'il faut bien arriver là, parce que c'est là où ça commence- dit, lorsque Léon Blum dit « on va créer un secrétariat d'Etat au développement des sports et des loisirs », il évite d'utiliser le mot jeunesse. Parce qu'à cette époque, il y a deux entités fortes, l'Eglise et la Ligue de l'Enseignement qui disent chacune « les jeunes, c'est nous, ce n'est pas l'Etat ». S'il avait fait autrement, la Droite aurait créé la main mise de la juiverie, vous connaissez la phrase de Xavier Vallat « le pays gaulois sera désormais dirigé par un juif », la main mise de la juiverie sur les jeunes. Et, l'église catholique aurait crié à la laïcisation, ce qui était encore quelque chose de non acceptable pour elle. Léo Lagrange sera plébiscité comme Ministre des Jeunes et par les jeunes. Essayez de comprendre.

Je vais démarrer dans l'histoire après, parce que le Front populaire, c'est un grand mythe fondateur, exceptionnel, fabuleux, mais c'est onze mois. On ne fait pas une politique en onze mois. Il faut de la durée. Je commence, on y est, par Vichy et Alger, parce que Vichy n'a jamais été indissociable d'Alger, ni avant, ni après. Dans toute la période 40/44, Vichy et Alger jouent un jeu qu'on essaiera de comprendre. Dès sa prise de pouvoir, le Maréchal met deux dispositifs à disposition de jeunes en espérant, évidemment, en tirer profit. Autrement, ça ne servirait à rien. Le premier, c'est le Commissariat Général à l'Education Générale et au Sport qu'il confie à Jean Borotra. Là, il n'a pas eu de problème. Jean Borotra s'est présenté et a dit « moi je veux faire quelque chose ». Vous êtes sportif, alors vous ferez ça. Il est intéressant, toujours en termes de gestion administrative, parce que Borotra prend le milieu sportif en main et le recadre. Et, deuxièmement, et ce qui, pour moi, est le plus important, parce qu'il aurait pu très bien laisser le mouvement sportif vivre sa vie normale, sans intérêt, il y avait les meilleurs parce que c'est le mouvement sportif officiel, c'est-à-dire les fédérations sportives. Je suis de l'éducation populaire, vous me pardonnerez, je crois aux fédérations affinitaires, pas aux dirigeantes. Et l'autre qui sera abandonné à la libération, c'est l'éducation générale qui est une tentative inconsidérée de réformer les rites et pratiques de l'enseignement secondaire.

Il faut reconnaître aussi qu'à l'époque l'enseignement secondaire, c'est peanut dans l'Education nationale. Les lycées sont réservés aux jeunes de la bourgeoisie. Ils sont payants. La masse sociale n'est pas importante. Ce qui m'intéresse le plus, c'est le Secrétariat Général à la Jeunesse qui a été confié à Georges Lamirand. Pourquoi ? Parce qu'en 40, on est bien embêté par rapport aux jeunes. On ne sait pas quoi faire. Alors quelqu'un dit à Pétain qu'il y a un gars des équipes sociales qui a fait du scoutisme, qui est ingénieur chez Renault. Il s'appelle Georges Lamirand. Lui, il a des réponses. Georges Lamirand vient, pour un mois. Il est resté trois ans. Lamirand a l'intelligence, je vais vous expliquer pourquoi, ou l'opportunité politique d'utiliser l'engagement d'un certain nombre de mouvements. Et, à partir de cet engagement des mouvements, il va créer des dispositifs qu'on appellera les écoles locales, les chantiers de jeunesse, avec chantiers de la marine, et jeunesse et montage - je signale toujours ces deux-là parce qu'ils ont fusionné. Ça s'appelle l'UCPA -, les maisons de la jeunesse et les centres de jeunesse, centres de jeunesse qui sont les précurseurs de nos lycées professionnels. On soutient les compagnons de France créés par des militants associatifs, Jeunes France, une association issue d'une radio montpelliéraine qui s'appelait les radios jeunesse, et des comédiens routiers, les mouvements existants. Et, les auberges de jeunesse bénéficient du soutien des domaines qui leur attribuent des propriétés d'Etat. On peut s'interroger sur cette intervention publique. En fouillant dans les grimoires anciens, j'ai trouvé un courrier qui date du 1<sup>er</sup> octobre 1940. Les dates sont importantes. C'est le 1<sup>er</sup> octobre. Le statut des juifs, c'est le 3 octobre. Donc, le 1<sup>er</sup> octobre, on peut être dans, ce que j'appelle, l'irréalité maréchaliste. Les scouts de France, les éclaireurs de France, Pierre François, les éclaireurs unionistes, Jean Gaston et le Délégué Général de la JOC écrivent à Lamirand en disant

« depuis la débâcle, on s'est beaucoup intéressé aux jeunes, on a fait beaucoup de choses, on est prêt à continuer, mais il faut nous donner des sous ». Et, ça viendra.

Pourquoi ? On est dans la période de la mythologie de la révolution nationale, donc il s'intéresse à la formation physique, morale et intellectuelle des jeunes. Et, il va se produire quelque chose que je n'ai pas encore réussi à expliquer, c'est que sur leurs incitations, Vichy va créer des écoles de cadres. Mais, il y a une parité entre les écoles de cadres d'Etat, dix-sept, et l'école de cadres associative, dix-sept, c'est-à-dire qu'un régime autoritaire donne la parole au monde associatif. La deuxième lettre aussi très conjoncturelle est du 20 octobre, donc après la promulgation du statut des juifs. Là, c'est du réalisme politique. Les scouts, les guides, les éclaireurs, les éclaireurs de France et les éclaireurs unionistes demandent à Lamirand de les protéger et s'engagent à ne pas avoir de rapports avec les mouvements de scoutisme anglo-saxons pendant la durée des événements. Pourquoi ? Parce que, à cette époque, dans la partie occupée de la France, ce qu'on appelle le militaire de Feldshaber, c'est-à-dire le Commandant Général en chef des troupes d'occupation, commence à interdire les troupes de scoutisme et tout ce qui est en uniforme. De peur de passer à la moulinette, ils disent « Monsieur le Maréchal, on vient avec vous ». Chacun fait comme il veut. Chacun voit Paris de ses fenêtres. Il s'en sort une osmose fabuleuse entre l'administration et les mouvements associatifs.

Il y a un dispositif administratif qui est très structuré - national, régional, départemental -, qui s'intéresse aux problèmes des jeunes, notamment au chômage des jeunes. Chaque Délégué départemental à la jeunesse est Délégué au chômage des jeunes et chargé du problème du chômage des jeunes. Je parle en tant qu'analyste de l'administration, c'est un dispositif très bien structuré. Donc, on pouvait en attendre beaucoup. Eh bien non. En 1942, le secrétariat général à la jeunesse demande au cabinet Jacques Dourdin de Paris. Le cabinet Jacques Dourdin, c'est l'ancêtre de nos CSA opinionway qui nous bassinent tous les soirs à la télé pour savoir si l'un ou l'autre est devant. C'est un dispositif très structuré. J'ai eu la chance de tomber sur les résultats bruts de l'enquête. C'est un document énorme, dactylographié. J'ai commencé à l'éplucher. Ça me ferait une nouvelle thèse tellement il est important. Qu'est-ce qu'il en ressort ? Il en ressort que les jeunes connaissent les mouvements, qu'ils les pensent utiles, qu'ils en attendent un idéal, mais ils trouvent qu'ils sont mal organisés. Ce qu'on appelle dans la terminologie du moment les « encadrés », c'est-à-dire les adhérents, sont satisfaits à 94 %, ce qui est tout à fait normal. Si tu adhères, tu es d'accord. Si tu n'es pas d'accord, tu sors. Ils n'intéressent pas les inorganisés. On retombe encore une fois dans le quota un septième/ six septièmes. Les préférés sont évidemment les scouts, les catholiques, les compagnons. Les protestants représentent 3,5 %. C'est normal, la France est catholique. Les protestants ne sont qu'une minorité, même pas une minorité, une masse négligeable.

On s'aperçoit que 70 % des vingt deux ans et plus sont en position de rejet des mouvements. Ce qui est intéressant, c'est que les encadrés trouvent que leurs encadrants sont trop vieux et qu'il faut des jeunes. Cette enquête a été faite dans ce que j'appelle la zone « no-no », c'est-à-dire la zone non occupée, la zone qui n'est pas sous administration allemande. Elle s'est faite à Clermont-Ferrand, Saint-Etienne, Lyon, Marseille, Toulouse et Limoges. Le nord de la France n'est pas connu, la partie occupée. Dourdin fera une enquête de la partie occupée sur le sport. On aura les mêmes résultats. On n'a pas beaucoup de résultats positifs. Le plus intéressant que j'ai trouvé, c'est en lisant les enquêtes ligne par ligne. Pourquoi vous engagez-vous dans un mouvement de jeunesse ? Pour aider le Maréchal : 0,2 %. Cela veut dire que le projet politique tombe à plat face aux jeunes. Et, ce faible engagement, il est conforté par d'autres. Je l'ai lu dans le rapport (Farveul).

(Jean-Louis Farveul) est au gouvernement d'Alger. Il est au cabinet d'André Philip qui est commissaire à l'Intérieur et responsable de la jeunesse et des sports. Il veut savoir quelle sera l'attitude des mouvements de jeunesse lors du Débarquement. Il revient avec un truc incroyable « on n'attend que ça, on est prêt ». Les guides de France ne sont pas trop, mais il faut dire qu'elles sont dirigées par une demoiselle de Kermarec de quelque chose, vieille noblesse bretonne – il n'y a pas de Bretons dans la salle, je ne vais pas me faire tuer - vieille noblesse bretonne, on a l'habitude des changements de vent. Donc, on attend. Les chantiers de jeunesse. Les chantiers de jeunesse, quand on sort du STO, ils oublient de rentrer de permission. Et ceux d'Algérie - parce

qu'il y avait des chantiers de jeunesse en Algérie - ils reformeront les cadres de l'armée d'Afrique qui libéreront la France via la Corse, la Sicile, Garigliano, la Provence... Le successeur de Lamirand, Georges Pelourson, que les scouts de France appelaient Baldur von Pelourson en référence à Baldur von Schirach le créateur des jeunesses hitlériennes, crée les équipes nationales, la chevalerie de la jeunesse de Vichy. A la Libération, ils deviennent équipes sociales et ils adhèrent au PCF. Allez comprendre. Et, les isolés, j'en ai deux. Un épisode que j'ai bien connu, c'est celui des jeunes de la maison de jeunes de Roman dirigée par Paul Jansen qui m'a dit un jour « les jeunes sont venus me voir ». Il y avait ce qu'on appelait déjà des Conseils de maison. Les Conseils de maison de jeunes sont inventés en 42 par Joffre Dumazedier à l'école de cadres de Chamargès. Les jeunes font des Conseils de maison et font un Conseil de maison hors Directeur. Et, en sortant du Conseil, ils viennent le voir et disent « Paul, on a compris, on part au grand jeu du Vercors ». Les jeunes partent. Les maisons de la jeunesse, Basdevant disait « c'est le meilleur encadrement qu'ait prévu Vichy ». Tu parles ! Ils sont allés dans la montagne.

Le pire, c'est le responsable de l'école de cadres des auberges de jeunesse qui monte un maquis avec les crédits de Vichy. Pourquoi cette attitude ? Ce n'est pas difficile. Quand on ressasse aux jeunes des concepts de patrie, de rénovation du pays, un jour ils finissent par comprendre. Et, ils savent où est la rénovation du pays. Les formateurs de ces maisons, c'était des gens du scoutisme. C'étaient des gens de ceux qui feront les CEMEA. C'était des gens des équipes sociales, de l'ACJF, des auberges. Ce n'était pas des pétainistes. C'était des gens qui avaient une pédagogie révolutionnaire. Cette pédagogie révolutionnaire, d'ailleurs, le Pape la condamnera en 1903 lorsqu'il condamnera le Sillon. C'est dans la mouvance de l'éducation populaire. C'est la même chose avec les adultes. Les adultes, c'est différent. Ils ne croient pas à Vichy non plus, pas tous, puisque, pour eux, servir le maréchal ça ne représente que 11 % des intentions. Ils sont plus réservés, les adultes. On ne sait pas ce qui peut arriver. On dit qu'on n'a pas le temps, qu'on ne peut pas répondre.

Je traverse la Méditerranée. Je passe à Alger. A Alger, on se prépare, on a déjà commencé à débarquer. On a instauré un Conseil de la Jeunesse, Conseil provisoire de la Jeunesse. On prépare le changement. Et, un jour, coup de tonnerre dans un ciel serein. Dans le Conseil, il y a des sièges. Les jeunesses communistes en ont un. Ils en réclament un autre en disant « nous, on est des résistants ». La ficelle est un peu grosse. C'est de la manœuvre politique tout simplement. J'ai lu toutes les lettres. Il y en a dix-huit. Elles se ressemblent toutes. Ça vient de Colomb Bechar, de Tamanrasset, d'Alger, d'Oran, de Bône. On retrouve les mêmes citations « on veut ». On veut. Pierre Kergomard qui est un ancien des éclaireurs de France, qui est le responsable jeunesse de, à ce moment-là c'est Capitan - André Philip a passé le poste à Capitan - réunit une commission. La commission trouve des réponses toutes simples. On ne peut pas leur donner ça parce qu'on va avoir des problèmes avec les mouvements confessionnels. On aura des problèmes avec d'autres mouvements politiques. Et les œuvres laïques refusent à l'Etat de donner des aides à tout ce qui ne vient pas de chez eux. Tempête sous un crâne. Et, on décrète ceci : les jeunesses communistes ne sont pas un mouvement. Les arguments sentimentaux et patriotiques, parce qu'on parlait de Guy Môquet, sont sans valeur. Les communistes ne sont pas les seuls à avoir des héros. On peut être bon soldat et mauvais éducateur. Si le service admet un mouvement politique, on serait obligé d'accepter les autres. Donc, on trouve une solution, le principe éducatif. Si un mouvement n'est pas éducatif, l'Etat ne connaît pas. Vous verrez que c'est très important. Ça va caractériser l'attitude des services dans les années suivantes. Encore une fois, ce n'est pas Alger qui l'invente. C'est Michel Dupouey qui était chef des bureaux des mouvements de jeunesse sous Lamirand qui l'avait inventé pour récuser les mouvements d'extrême droite. François de Singly dirait il y a toujours un envers et un avers. Le principe éducatif va intéresser et finalement importuner, à mon sentiment, tout le monde. Quand je dis qu'il importune tout le monde, c'est dans le sens de l'éducation populaire. L'éducatif a pour moi des connotations trop scolaires, trop école officielle, alors que l'éducation populaire est un moyen de pallier les carences de cette école. On aura l'occasion d'y revenir, je l'espère.

Arrive Jean Guéhenno, l'utopie culturelle. Jean Guéhenno veut, il a raison, on rêve, on est en septembre 44. La moitié de la France n'est pas encore libérée, mais on rêve. On va rénover le pays par la culture. La culture, c'est réservé à une élite, or il veut amener la culture au peuple, c'est-à-dire le slogan de peuple et culture qui l'aidera à monter. Le drame de Guéhenno, c'est qu'il a

souffert sous gestapette. Vous ne connaissez pas gestapette. C'est le surnom du ministre de l'Education nationale, Abel Bonnard en raison de ses deux orientations : politique, Gestapo, et sexuelle, tapette. Ça a fait florès dans l'université du moment. Des tas de choses avaient été mises en place. Mais, il n'en veut pas, ça vient de Vichy. C'est sa première erreur politique et administrative. Ce qui n'empêche qu'il a de bonnes réactions. Il aide à la création des Francas. Ce ne sont pas les Francas qui vont nier Jean Guéhenno. Peuple et culture. Il aide à la renaissance des CEMEA créés en janvier 44. Mais, ennuyés par la milice, ils s'étaient dissous, avaient transféré leurs biens aux éclaireurs de France. Ils reviendront après. Mais, pour Jean Guéhenno, la jeunesse n'est qu'un élément d'un projet culturel. Ce n'est pas un objectif. Il prend une bonne initiative, à mon avis. Il reprend l'idée des écoles de cadres. Et, il crée d'abord ce qu'on appelle les Centres éducatifs qui deviendront les Centres régionaux d'éducation populaire qui accueille - ça c'est l'expression d'Hubert Meurin - toutes les chapelles. C'est-à-dire que vous avez un centre qui est un centre de ressources, qui permet au mouvement de venir former leurs militants. On ne leur demande pas d'où ils viennent, qui ils sont. Ils réservent un week-end. Ils réservent des places. S'ils ont besoin d'un animateur ou d'un cadre, ils le demandent. On leur fournit. Je prends un centre que j'ai bien connu et fréquenté, celui de Phalempin à la Beuvrière. Suivant les semaines, ça passait des éclaireurs aux scouts, des scouts à la jeunesse agricole chrétienne. Après, ça passait à l'UJRF. C'était normal. On était Centre d'aide au développement. Il fait une erreur qui est typique de l'intellectuel Guéhenno.

Gaston Roux qui était du cabinet de Léo Lagrange et qui était prisonnier en Allemagne revient. On le nomme Directeur des sports. Et, là, Guéhenno voit arriver le diable parce que si les sports s'opposent à l'éducation populaire, on est perdu. Donc, il s'en va. Il aurait pu s'occuper des parties que j'appelle, je vais encore me faire des amis, propres du sport, c'est-à-dire les activités de pleine nature, les fédérations affinitaires. C'est sportif. C'est mauvais, c'est mauvais. C'est un véritable intellectuel. Il est remplacé par Andrée Viénot.

Andrée Viénot aura des positions très simples. Elle a une Direction Générale de la Jeunesse et des Sports. Georges Bidault d'abord, et ensuite Léon Blum, la nomme Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports. Elle fusionne tous les corps et elle fusionne les Directions et les services. Il y avait encore des séquelles de Vichy dans tous les Départements de France, une Direction des Sports d'un côté de la ville, une Direction de la Jeunesse dans un autre. Elle a surtout quelque chose d'intéressant, en ce qui me concerne, c'est qu'elle fige les corps. Ça, c'est un réflexe corporatiste. Elle nous a protégés. Merci Madame. Elle fixe aussi la parité entre les centres de formation d'éducation populaire et les centres de formation sportive puisqu'en France, à cette époque-là, il y a autant de CREPS que de CREP, c'est-à-dire de centres régionaux d'éducation populaire. Les CREPS en ont un de plus. Mais, c'est le centre de gymnastique de la police. A cette époque-là, on formait les flics et on faisait de la préparation militaire. Allez comprendre les séquelles de l'Histoire. Elle disparaît évidemment. Elle inaugure ce qu'Edgar Faure appellera les gouvernements semestriels. L'équilibre politique, l'équilibre interne de l'assemblée fait que, de temps en temps, on vire les ministres pour en changer. Mais, il y a toujours une petite partie, qu'on appelle l'UDSR. Vous connaissez l'UDSR ? L'union démocratique et socialiste de la République. C'est le parti de François Mitterrand, de Pierre Bourdan qui arrivera, de Roland Dumas, d'un certain nombre, qui est, lui, considéré comme le plus rentable au mètre carré. Au mètre carré de siège, c'est lui qui a régulièrement le plus de postes ministériels. Ce sont des faiseurs de roi ou des faiseurs de majorité.

Arrive Pierre Bourdan. Andrée Viénot est Secrétaire d'Etat. Pierre Bourdan est Ministre. J'oubliais une chose importante. Les colonies de vacances étaient à la Santé. A cette époque-là, sous Léon Blum, il y avait un Ministre de la Santé socialiste laïque et un Ministre de la Jeunesse et des Sports socialiste laïque. Andrée va voir Léon Blum en disant : « quand on changera de majorité, il y aura un Ministre de l'Education Nationale qui sera vraisemblablement laïque, mais il y aura un Ministre de la Santé qui sera de tradition cléricale. Il ne faut plus qu'ils aient les colonies. Donc, je prends les colonies ». Amen, dit Léon. Et, c'est depuis ce temps-là que les colonies de vacances sont un domaine de Jeunesse et Sports.

Pierre Bourdan fait quelque chose d'intéressant, à mon sentiment. Il fait faire un état des lieux. Jusque là les Ministres avaient continué. Il fait faire un état des lieux. Et, on s'aperçoit qu'il y a

d'énormes carences dans le pays. Il y a six millions d'enfants à l'Education nationale, mais il n'y a que 137 000 étudiants. Le second degré ne représente que 13 % et 3 % pour le technique. Il y a d'énormes problèmes. L'alcoolisme de jeunes. On dit que c'est les bouilleurs de cru. Maintenant, c'est les autres. Il y a 1 million de syphilitiques. Ce n'est pas grave, on fermé les bordels. On a changé de MST en ce moment-ci. Les conditions de logement sont épouvantables. Il y a 30 % de taudis à Saint-Etienne, 20 % à Lille, 21 % à Nantes. Le logement des jeunes, je crois qu'on en a parlé ce matin. Les jeunes qui viennent travailler en ville sont obligés d'aller à l'hôtel. Mais, les hôtels de l'époque, ce n'est même pas une étoile. C'est deux étoiles sous. En campagne, les jeunes domestiques dorment dans les étables ou les écuries. Il y a beaucoup - et ça c'est intéressant à noter - il y a énormément de mouvements de jeunesse, énormément de mouvements sportifs affinitaires. Les affinitaires sont à égalité avec ce qu'on appelle les dirigeants. On retrouve toujours le même système de bataillon. C'est les catholiques qui raflent la mise. Derrière, il y a les communistes, les socialistes. Il y a beaucoup de mouvements de jeunesse actifs. Il y a beaucoup de choses à voir sur le plan culturel. Ça l'intéresse puisqu'il est des Arts et des Lettres. On lui propose un tas de choses, le développement de l'apprentissage, la formation professionnelle, une politique antialcoolique. Mais, Pierre Bourdan est démissionné. C'est la logique politique. Il meurt quelques temps plus tard dans un accident. Ses services sont affectés par une décision administrative, qu'on appelle maintenant RGPP, et qui s'appelait, à l'époque, les commissions de la hache et de la guillotine. On dit qu'il y a trop de fonctionnaires, donc on va supprimer des fonctionnaires. Comment procède-t-on ? On supprime 45% des Inspecteurs principaux Jeunesse, 9% des Inspecteurs principaux Sports, 38% des Inspecteurs Jeunesse, 15% des Inspecteurs Sports. C'est intéressant à lire. Les gens qui sont aux sports ont tous été recrutés entre 41, 42 et 43. Tous ceux qui sont à la jeunesse ont été recrutés en 45, c'est-à-dire que, dans sa grandeur gestionnaire, l'Education Nationale qui a les postes à disposition fit disparaître les gens de l'éducation populaire et de la jeunesse au bénéfice des sports. Et, ça, ça se retrouve encore dans vos services.

Après, il y a ce que j'appelle les années grises. Les années grises, c'est l'époque où nous avons des ministres falots, inexistantes. Ce sont des gens qu'on place, je vous l'ai dit, pour faire un équilibre parlementaire. Vous vous souviendrez de peu. Je me souviens d'un. Il n'a rien fait pour les jeunes, sauf une chose. Il a créé le barrage de la frontière tunisienne. Il faut dire qu'à cette époque-là, il y avait beaucoup de jeunes autour. Donc, on peut considérer qu'il a travaillé pour les jeunes. C'est tout ce qu'il a fait. Mais, il est resté quatre ans, celui-là, par tâches successives. Ça n'a pas empêché les mouvements de bouger. Pierre Maurois retourne au patronage et crée la fédération Léo Lagrange. La JOC fait prendre conscience, dans son journal Loisirs populaires, aux jeunes des problèmes de leurs loisirs. Les jeunes filles bien, parce quand on adhère à la JICF on est une jeune fille bien, se penchent dans Jeunesse Ardente sur les problèmes de logement, de la vie sexuelle dans les administrations surtout - L'administration la plus mal cotée est celle des PTT. Ce n'est pas étonnant qu'un jour on ait fait un film « Promotion sur canapé » - des Grèves, parce qu'on parle des grèves de 53, du rapport entre leurs revenus et certains salaires. Il y a une fille qui s'aperçoit, qui écrit au journal en disant « je n'ai pas compris, j'ai payé ma cotisation au tennis - une jeune fille bien ne fait pas n'importe quoi, elle joue au tennis - je me suis aperçue que ma cotisation annuelle c'était le salaire mensuel d'un ouvrier ». Elle l'écrit. La censure interne, et Dieu sait si dans les années 50 la censure de l'Eglise était encore forte, elle passe. Les fiches de l'ACJF, c'est aussi bien que les fiches de lecture et de musique de Peuple et culture, ce sont des moyens pédagogiques d'intervenir face aux jeunes. Les éclaireurs de France et les éclaireurs unionistes adoptent la mixité. On est en 50, l'Education nationale se demande encore s'il est possible de géminer les écoles. Les auberges de jeunesse, j'y ai participé à cette époque-là, accouchent dans la douleur, parce que les auberges de jeunesse c'est d'abord un ensemble de sectes, on accouche de notre unité dans la douleur sans l'aide de l'Etat. Ce que je note, à son avantage, c'est que la Direction des Sports, la Direction Roux, crée des centres d'initiation sportive et surtout des centres d'initiation aux sports de plein air qui serviront d'éléments de base aux futures bases de plein air, à toutes les organisations de plein air que vous connaissez. C'est ce que Guéhenno n'avait pas compris et ne l'ayant pas compris, les sportifs l'ont fait. Il n'y a pas qu'à l'intérieur de Jeunesse et Sports. Même les Affaires Sociales sont bousculées entre autres par la JOC. Et, on crée les foyers de jeunes travailleurs. Il y a une tentative, tentation, administrative de la Santé et des Affaires Sociales de prendre pied sur le secteur de la jeunesse. C'est la transformation des centres médico-sociaux en centres sociaux. Je ne reviendrai pas sur le débat parce que ça pourrait être très long.

Un des suivants, le premier qui essaie de bouger, c'est Pierre Mendès-France. Lui, il écrit dans l'Equipe. Jean Paulhan, le copain de Guéhenno, dit que c'est de la littérature illisible. Je me demande comment un type intelligent comme Mendès-France a pu envoyer un article à l'Equipe. Il écrit dans l'Equipe en disant qu'il veut un Ministère de l'espoir, un Ministère de la Jeunesse. Tout le monde aurait dû dire « bravo ». Tu parles. Tout le monde se rebelle. Les laïcs parce qu'un Ministère de la Jeunesse, c'est un démembrement de l'Education nationale. Les mouvements non laïques parce qu'ils ont peur de rester coincés par les laïcs. On ne s'en sort pas. Vous savez qu'on est dans un pays, c'est Jean-Pierre Augustin qui dit ça, il parle de tripartition entre religieux, laïcs et socialistes, c'est-à-dire que quand l'un accepte, les deux autres ne sont pas d'accord.

Ce dont on parle surtout - ça, ça intéresse les médias - ce sont les blousons noirs. Ils portaient des culottes, des bottes de moto, un blouson de cuir noir avec un aigle sur le dos. C'est une chanson d'Edith Piaf. Les blousons noirs, ça interpelle les journalistes. Ils font du bruit, ils sont méchants. S'il y a des jeunes déviants, je pourrais dire que trois jeunes déviants, hop, c'est comme les mouches sur le vinaigre ou sur le miel, il arrive tout de suite un journaliste. Ce sont des jeunes populaires qui ne sont pas hiérarchisés, qui ne sont pas organisés. La JOC - je regrette que Stéphane Haar ne soit pas là parce que j'avais passé un deal avec lui. Je lui avais dit, je vais parler beaucoup de la JOC, sauf une fois, ce sera subliminal et je te laisse le soin de trouver. Tant pis, je vous le dirai après puisqu'il n'est pas là, le pauvre- dit que plus les conditions de travail sont difficiles et énervantes, plus les loisirs sont violents.

Il n'y a pas qu'eux. Il y a les blousons dorés. Les blousons dorés, c'est l'autre part de la société. C'est les jeunes gens de bonne famille qui ont des voitures, qui inaugurent ce qui est démocratisé maintenant des bringues à tout casser, le soir, le week-end et autres. Ils posent beaucoup plus de problèmes à la société. Les blousons noirs ne sont pas des révolutionnaires tandis que les blousons dorés sont des bobos qui ont des idées qui se veulent révolutionnaires. Ça gêne. Les seuls jeunes dont on ne parle pas, c'est ma catégorie. C'est les blousons kaki. Ils n'intéressent la presse que lorsqu'ils se révoltent. Mais, je n'ai jamais vu de journalistes dans les djebels. C'est trop loin. Les conditions ne sont pas bonnes. L'hôtel c'est quoi ? Camarade, l'hôtel, c'est on couche sous le camion. On ne vient pas. Ce qui fait que je dis que dans l'exploitation du concept de jeunes, plus ils font de bruit, plus on s'intéresse à eux. C'est un peu ce qu'avait dit Stéphane Haar, ce matin. Et, dans cette période, un Inspecteur Général, ancien président de l'UFAJ, c'est une fédération d'auberges de jeunesse, qui établit un rapport pour la commission Legorjus et la commission du plan. Il fait des tas de propositions que j'estime extrêmement intéressantes, extrêmement porteuses. Mais, elles n'intéressent pas le ministère dont il dépend parce que ce qui est jeunesse, ce qui est sport, ce qui est enseignement technique, l'Education nationale, ce n'est pas moi qui ai inventé l'expression, c'est Michel Amiot et Michel Freitag dans un rapport de 1967, l'Education nationale les a mis à la poubelle. Et, ceux qui veulent parler en leur nom ne sont pas écoutés. Il reprend les idées de Pierre Bourdan, il reprend les idées de Guéhenno. Il refait un mix. Sauf qu'il ne s'intéresse qu'à ce que sur lequel il est autorisé de réfléchir. On est à l'Education nationale. On a des règles. On ne réfléchit pas sur les autres. On pense dans son coin. Evidemment, il n'est pas pris. Et, ça servira à quoi ? Ça servira de feuille de route à Maurice Herzog.

Quand Maurice Herzog arrive, c'est quelque chose d'incroyable. Quand Borotra arrive chez Pétain, c'est un sportif dans les valises d'un Maréchal. Maurice Herzog, c'est un sportif dans les bagages d'un Général. La relation est toute faite. Chez moi, aux auberges, comme on a le sens de l'humour, et le sens de la formule politique, on dit Baldur von Herzog parce qu'on dit qu'il est entrain de nous faire les jeunesses hitlériennes. Je peux vous dire qu'on était stupide. Pourquoi ? Parce que Maurice Herzog est un ancien éclairé. Il a rejoint Jeunesse et Montagne pour échapper au STO. Il était dans les maquis de Savoie Dauphiné, il n'était pas dans la zone des Glières, il était à côté. Il recevra la visite des anciens formateurs de l'école d'Uriage, c'est-à-dire Hubert Beuve-Méry, Joffre Dumazedier et Benigno Caceres, plus Joseph Roman. Il est capitaine au 27<sup>e</sup> BCA. Cela ne vous dit rien, le 27<sup>e</sup> BCA. Il se trouve que je vais souvent à Annecy au pied du Parmelan, c'est-à-dire au pied des Glières et le 27<sup>e</sup> BCA, c'est le bataillon des Glières. C'est le bataillon symbole. Mais, à cette époque-là, on était à l'outrance. On a fait des nuits de manifestation contre de Gaulle. Donc, très honnêtement, on n'a pas compris. J'ai commencé à comprendre à Pâques 59 quand j'ai rencontré Maurice Herzog à l'occasion d'une manifestation à Grenoble. Mais, je pouvais avoir changé d'idée, je changeais de destination, je partais dans les

Aurès. Donc, exit ma vision d'Herzog à l'époque. Herzog est arrivé là parce qu'on a évité Malraux. Malraux voulait la jeunesse. Là, le Général et Pompidou ont dit « ah, non un ministère la jeunesse, ça rappelle Vichy, surtout pas ». Comme on ne savait pas quoi en faire, on lui a donné les affaires culturelles, pour s'en débarrasser. Maurice Herzog, nommé envers et contre tout -de Gaulle l'appelait l'homme aux poings de lumière, c'est vrai parce qu'il ne restait plus grand-chose que les poings, mais ils étaient lumineux, ils rayonnaient - au début, il fallait qu'il s'intéresse à la jeunesse, les blousons dorés, les blousons noirs et même les blousons kaki.

Mais, il va arriver un évènement désastreux, c'est la défaite de Rome. La France prend la pâtée aux jeux olympiques. Donc on dit à Herzog « je veux des médailles, débrouillez-vous ». Oui, mon général. Et, Herzog va s'occuper un peu moins de la jeunesse et va s'occuper beaucoup plus des sports. Ce qui n'empêche de son règne, c'est le seul ministre à avoir fait un septennat, ce n'est pas n'importe quoi. On retient Co-travaux. On retient l'UCPA puisque c'est l'UNCM et l'UNF, ex-Jeunesse des montagnes, ex-Chantiers de la marine, qui fusionnent et font l'UCPA. Je n'étais pas là. J'aurais donné mon avis, mais la FUAJ a manqué le coche, elle ne s'est pas intégrée à l'UCPA. Je pense que c'est une erreur stratégique qui mettra la FUAJ en difficulté dans les années à venir. Ce n'est qu'une histoire interne à mon mouvement. Il développe les classes de neige. Il crée COJEDEP et AQUITRA. A cette époque-là, si on voulait voyager, il fallait prendre le train. Le train était cher. Ceux qui voyageaient, c'est ceux qui partaient au service militaire parce que le train on leur payait et les filles qui allaient se louer en ville. Les autres restaient dans leur village. Il sort le FONJEP, première collaboration Etat/associations/collectivités territoriales. Il crée le fonds des cadres jeunesse. Il régleme la vie dans les colonies de vacances. On disait toujours sur des textes un peu de (Cressot-Chapuis) de 1937 c'est un industriel, c'est un ingénieur. Je suis désolé, mais un ingénieur, ça met tout en équation. Il crée le (DECEP), premier diplôme professionnel de l'animation socio-éducative. Il faut faire très attention. On dit socio-éducative à cette époque, en réalité c'est socioculturel. Ça a un rapport avec l'éducation populaire. Si on dit culturel, ça fâche les services d'André Malraux. Donc, on se retrouve sur le socio-éducatif, petit problème de frontières administratives. Il a un intérêt fabuleux pour les jeunes. Il crée des MJC, des stades, des piscines, des bases de plein air. Il développe les sessions connaissance de la France qui font bouger les jeunes et leur font rencontrer des gens d'ailleurs. Et, il crée surtout un système incroyable, dans l'administration française je parle, c'est la déconcentration.

A cette époque-là, toute demande de subvention de n'importe quoi remonte à Paris. C'est long. Quand vous envoyez un dossier à Paris, ça prend entre deux et trois ans. On ne pouvait pas faire mieux. C'est la logique des fonctionnaires, surtout centraux. Un fonctionnaire central aime beaucoup avoir des dossiers empilés autour de lui. Ça lui donne de l'importance quand le Chef de bureau ou le Directeur passe. « Vous avez tout ça, vous travaillez bien, félicitations ». C'est mon côté Eulenspiegel. Herzog reçoit une masse incroyable de crédits grâce à ces lois-programmes d'équipement. Les finances disent qu'elles ont été obligées de les accorder parce que le Général a exigé que. Le Général a exigé que, donc on donne des crédits. Mais, on l'aura. Il ne saura pas les dépenser. Donc, on fera le point de ce qu'il a dépensé et de ce qui reste et on réduira d'autant l'année suivante parce qu'il avait des crédits sur cinq ans.

C'est Olivier Philip, le fils d'André Philip son Directeur de cabinet, qui a une idée. Il a dit « déconcentrez aux Départements et aux Régions ». Il s'est trouvé face à des fonctionnaires qui étaient dans les starting-blocks qui avaient des dossiers tout prêts à mettre en route. Et, Olivier Philip a eu cette phrase incroyable pour un très haut fonctionnaire. Il a dit « engagez 120 % de ce que je vous donne ». Un fonctionnaire lambda engage 100 % de ce qu'on lui donne. « Non, 120 ! » Evidemment, tout a été consommé dans l'année. Les finances ont été placées devant le fait accompli et les crédits d'Herzog sont restés. C'est tout bête.

Herzog fera beaucoup de choses, mais il ne pourra pas éviter la nuit des jeunes du 21 août ou 23 août 61, la nuit de la Nation, où les jeunes appelés par Europe 1, la petite station radio que j'aimais écouter parce qu'on y entendait du Brel et du Brassens - Johnny ne m'a jamais intéressé, pourtant je suis belge comme lui -. On entendait du Brel et du Brassens ce qui était interdit sur les radios nationales. Il fait venir des jeunes à la Nation. Il y avait une émission dont on a parlé ce matin, c'est « Salut les copains ». Simplement ce que François de Singly n'a pas su dire, c'est que « Salut les copains » est ce que disait tout jeune qui entrait dans une auberge de jeunesse. Les

commerciaux plus intelligents que les associatifs ont su reprendre l'expression. Il y a eu cette fameuse nuit de la Nation. Je crois qu'il y a eu 150 000 jeunes Place de la Nation. Ça a été un coup de tonnerre dans un ciel serein. Et, ça, c'était les inorganisés. Ce n'était pas les gens des mouvements. Pompidou aura la peau d'Herzog. Pompidou ne pouvait pas supporter Herzog pour une raison toute simple. Quand Herzog avait une idée, il allait voir le Général. Il disait « mon Général, il me semble qu'on pourrait faire ». « Faites ». « Oui, mon Général, mais Pompidou ? ». « Pompidou paiera ». A un moment, Pompidou en a eu marre de payer. Il s'est arrangé pour qu'Herzog devienne non plus haut commissaire, mais Député, Secrétaire d'Etat. Or, un Secrétaire d'Etat, ça peut se virer sur un changement de gouvernement. Exit Herzog.

On fait venir François Missoffe. François Missoffe, c'est le papa de Françoise de Panafieu pour tous ceux de la région parisienne. Il était connu parce qu'il avait inventé un slogan quand il était Ministre de l'agriculture qui était « suivez le bœuf ». Il fallait faire baisser le prix du bœuf. Et il est choisi par de Gaulle pour une raison toute simple : il a huit enfants, il saura bien s'occuper des jeunes. C'est un critère. C'est un critère. Il est mal vu. D'une part parce que les mouvements qui étaient contre Herzog avaient quand même compris que ce n'était pas si mal avec lui. Et, avec Missoffe, qu'est ce que ce sera ? Ce sera une nouvelle politique de la jeunesse parce qu'on change de politique régulièrement. On avance. Missoffe fait deux colloques à Marly qui était encore le temple de la jeunesse et de l'éducation populaire, là où on pouvait réunir beaucoup de monde. Dans ce colloque, Alfred Sauvy dit, en parlant de la jeunesse « elle rôde et campe autour de la société comme Kafka au pied du château ». On est en 67. Je crois que j'ai entendu le même discours ce matin. Toujours Sauvy dit, et j'ai encore entendu le même discours, « la génération âgée allait bien, la génération adulte a les emplois et le pouvoir, et les jeunes n'ont rien ».

Ça incite Missoffe à consulter les jeunes. Il en ressortira, c'est décrié, c'est le livre blanc. Françoise dont je regrette toujours l'absence a des paroles dures sur le livre blanc. Elle dit que les services ont un peu manipulé les jeunes. Je ne sais pas. J'en ai retenu des choses intéressantes. Les jeunes disent « les adultes nous confient des responsabilités, mais c'est de l'hypocrisie parce qu'ils reprennent le pouvoir par derrière ». L'opinion des jeunes n'est pas gentille gentille. La JOC dit « la bande c'est vital pour un apprenti. Elle correspond à un besoin d'amitié et de réconfort. Il a besoin de confiance. Ils veulent s'affirmer ». Quand on leur dit qu'ils ne vont pas à la MJC, elle répond « au bar des sports, ils se sentent mieux. C'est un endroit plus convivial ». C'est gênant pour une politique de jeunes et pour une association qui veut avoir une politique d'éducation populaire. D'ailleurs, les associations de jeunesse n'intéressent pas grand monde. Je retrouve quasiment - je ne veux pas dire que c'est un copié-collé avec Dourdin - mais je retrouve quasiment les mêmes choses. 62 % des jeunes n'appartiennent à aucun mouvement. 30 % adhèrent à un seul, 8 % à plusieurs. Les garçons adhèrent plus, 42 % que les filles, 28. C'est tout à fait normal dans cette société où on garde quand même les filles à la maison parce qu'on ne sait pas ce qui pourrait leur arriver si elles sortaient le soir avec les garçons. 69 % des jeunes ruraux disent n'adhérer à rien et 69 % d'entre eux n'ont jamais séjourné ni à l'étranger, ni en dehors des limites de leur clocher. L'enquête part sur la scolarité. Elle s'est allongée. Début 59, on est passé à la scolarité à 16 ans. On s'intéresse à la scolarité. Réponses : « nous avons horreur de nos établissements scolaires parce que ce sont de grandes casernes. Mon collège est ignoble. On n'a pas envie de travailler, on n'a qu'une envie, en foutre le camp ». A votre décharge, je vous signale qu'à ce moment-là les lycées et les collèges étaient construits par l'Etat. Et que pour avoir géré une carte scolaire et des constructions scolaires dans une époque pas si éloignée de celle-là, je conçois que les jeunes aient la même opinion. Quand j'étais lycéen, j'aurais volontiers foutu le feu à mon établissement. C'est parce que je suis un peu anar. Il n'y a pas que l'architecture.

La JOC dit « l'éducation réussie est celle qui sait inspirer le désir de la reprendre sans cesse et un système éducatif satisfaisant celui qui en donne la possibilité ». Et, elle note que ce n'est pas possible. On critique toujours, et c'est 20 ans après Bourdan, la mauvaise place faite à l'enseignement technique. L'orientation scolaire, j'ai cru entendre parler aussi d'orienteurs ce matin, l'orientation scolaire c'est un système d'exclusion. « Tu n'es pas adapté à notre système, donc tu iras dans le technique ». Le système ne veut pas savoir s'il est adapté à l'élève. L'élève doit s'adapter au système. Ça s'appelle la démocratie, mais pas occidentale. J'ai remarqué aussi parce que c'est un épisode qui fait florès dans les discours. Lorsque François Missoffe va inaugurer la piscine universitaire de Nanterre, il y a un rouquin qui vient lui brandir son livre blanc sous le nez

en disant « ton truc ce n'est qu'un tissu de conneries, on ne parle pas de la sexualité des filles ». C'est vrai. Les garçons en parlent. Mais, j'ai cherché, je n'ai pas trouvé beaucoup d'opinions de filles dans le livre blanc. Ce qui fait qu'on a plutôt consulté une catégorie plutôt qu'une autre.

J'ai noté deux différences entre les deux dans cette période gaullienne. Maurice Herzog a eu un langage de droite avec le mouvement sportif. C'est d'ailleurs, à mon avis, le seul langage qu'il comprenne. C'est lui qui le dit. Et, il a eu un langage de gauche avec le mouvement de jeunesse et d'éducation populaire parce qu'il a dit « avec eux on est obligé de négocier ». « Avec eux on est obligé de négocier ». Retenez bien ça pour votre quotidien. Il n'y aura pas que des mauvaises choses chez Missoffe aussi. Une mauvaise chose : il a créé les Mille clubs. Vaste histoire. On donne aux jeunes les moyens de se construire un club et de l'animer eux-mêmes sans passer par un animateur. Je suis des auberges. Je suis autogestionnaire. Je veux un mouvement pour et par les jeunes. Je trouve ça bien. Sauf que si ça marchera à peu près en milieu rural, ça ne marchera pas bien en milieu urbain. Les groupes constructeurs ne pourront pas gérer l'arrivée des autres.

Exit le Général. Je ne reviendrai pas sur les épisodes. Arrivent les années gaullistes. Comme je fais une différence entre l'irréalité maréchaliste et le pragmatisme algérien, je fais une différence entre les gaulliens et les gaullistes. On en a plusieurs. François Missoffe, je l'ai appelé le conspué. Il finit en 68. Joseph Comiti, c'est le contesté. Un si bon chirurgien disait Gaston Defferre, mais quel mauvais ministre. Il est contesté pourquoi ? Parce qu'une des premières décisions qu'il prend, outre la continuation de l'opération Mille clubs de jeunes, c'est de s'opposer la fédération française des MJC. Pourquoi ? André Philip, il faut toujours faire attention au père et au fils, André Philip le patron fondateur de la FFMJC était en conflit avec son CA national qui était à majorité CGT et qui lui mettait tous les jours des bâtons dans les roues. André Philip, en bon protestant décentralisateur, dit « ce n'est pas difficile, on va régionaliser la fédération », c'est-à-dire qu'on va donner moins de pouvoir à Paris, plus de pouvoir aux délégations régionales. Cela ne plaît pas à la CGT. 23 délégations, ça veut dire 23 délégués. Ça veut dire qu'on n'a pas ma majorité partout. Ça veut dire qu'il faut démultiplier les relations. C'est facile avec Paris. C'est plus difficile avec les territoires. Il est mis en minorité, il démissionne. Mais, Joseph Comiti reprend l'idée à son titre et il impose la régionalisation à la FFMJC qui explose. La FFMJC d'un côté, l'UNIREC de l'autre. Evidemment, Joseph Comiti, c'est le diable absolu. C'est quand même lui qui a créé le CIDJ. On l'oublie. Il a créé les mille piscines malgré l'opposition de la presse sportive. Il a tenté de réformer les rythmes, on se retrouve en 40, 25 ans plus tard, il veut réformer les rythmes scolaires du secondaire en créant ce qu'on appelle les Centres d'animation sportives qu'il voyait comme une passerelle entre l'établissement scolaire et l'association sportive locale. Il est très mal considéré par le syndicat national de l'éducation physique. A sa charge, j'observe qu'il n'a pas tenté de développer les activités culturelles dans les mêmes établissements, de faire la même chose, mais il aurait dû entrer en conflit avec les affaires culturelles.

Pierre Mazeaud, il fit une loi. Quand vous dites à Mazeaud « votre loi », il répond « ce n'est pas moi, c'est Fontanet qui l'a signée ». Heureusement parce que, moi, je ne l'aime pas cette loi. Je ne l'aime pas parce qu'elle a créé trop de - on pourra en reparler plus tard - mais ce n'est pas un objectif important, si elle a donné plus d'autonomie au mouvement sportif et plus de responsabilité, elle a fini par créer des choses qui me gênent depuis un certain temps. Après Mazeaud, ça va doucement. Il y a un certain Paul Dijoud qui veut faire une consultation sur la jeunesse. Je l'ai étudiée en entier. Et, à mon grand désespoir, je n'ai trouvé que des idées de bureaux. Les cinquante-deux propositions, vous avez l'impression que chaque bureau a donné deux ou trois propositions au Ministre qui en a fait un catalogue et qui dit « je consulte la jeunesse là-dessus ». Ce n'est pas les idées des Chefs de bureau parisiens qui font le bonheur des jeunes dans les territoires. C'était comme ça.

Il y en a un qui essaiera de changer un peu. C'est Jean-Pierre Soisson. Jean-Pierre Soisson, lui, il va reprendre l'idée de Léo Lagrange. Il va fusionner jeunesse, sports et loisirs, c'est-à-dire qu'il va reprendre le tourisme. C'est la fin du giscardisme. L'ambiance n'y est plus. La mayonnaise n'a jamais pris entre le tourisme et nous. Quand les sportifs parlaient de tourisme sportif, les gens du tourisme parlaient auberges ou hôtels ou restauration. Et quand on parlait de tourisme culturel, ils répondaient que le tourisme c'était fait pour faire du commerce, pas pour ça.

Arrive mai 81. C'est la fin. C'est la fin de mon exposé historique, mais, je suis désolé, c'est la fin de beaucoup d'espairs. On a cru qu'on allait arriver à quelque chose avec le ministère du Temps Libre qui crée une direction de l'éducation populaire. Vous vous rendez compte. J'ai une position. Je m'en suis longuement entretenu avec André Henry qui refuse mon analyse. Je dis « vous étiez secrétaire général de la FEN, vous auriez dû être à l'Education nationale ». Il dit « on m'a proposé le travail et je n'ai pas voulu parce que ça me gênait de voir un syndicaliste face aux syndicats. Je dis « oui, le Temps Libre, c'est une peau de banane de Mitterrand ». « Non, non, non ». « Oui ça a duré deux ans votre truc ». C'est l'époque où le ministère commence à s'entredéchirer. J'avais de la chance parce que dans le bureau à côté du mien, j'avais le Secrétaire Général du syndicat qui arbitrait les conflits entre le cabinet du Temps Libre et le cabinet de Jeunesse et Sports. C'était des collègues, mais ils s'entredéchiraient. L'éducation populaire a disparu. Il est resté jeunesse et sports. Mais, Edwige Avice a négligé de s'intéresser à la jeunesse. Elle dit que (Roland Chouard) n'est jamais allé la voir. Si tu ne viens pas me voir, je t'appelle. Il y avait un créneau à prendre, on ne l'a pas pris. Il y avait un créneau à prendre d'autant plus important que le budget du ministère était réduit à sa portion la plus congrue possible. Le départ des enseignants d'EPS nous avait fait perdre 80% de nos moyens budgétaires. La dotation générale d'équipement qui suivra nous en fera perdre 10% de plus. Le ministère n'est budgétairement plus lisible.

Il y aura d'autres Ministres. Il y aura ceux que j'appelle des symboles, ministres symboles sportifs. Il y a Roger Bambuck. Pour un sportif, Roger avait de bonnes idées sur l'éducation populaire encore. Il y en aura un autre Guy Drut qui dit qu'il est aussi ministre de la jeunesse, mais comme dit le Canard, ce sont des paroles verbales. De toute façon, quand on lui parlera d'éducation populaire, il va faire une crise. Une autre arrive, tout à fait incidemment, Jospin a besoin de faire une majorité, pas de faire un gouvernement, il a besoin des voix du PC pour sa majorité. Le PC dit « tu as promis un ministre, on en veut deux ». Lequel ? Claude Allègre dit à Jospin « donne leur Jeunesse et Sports, de toute façon, ça ne sert plus à rien ». On était, effectivement, passé de l'autre côté de la barre. Jacques Chaban-Delmas paraît d'administration militante. C'était une administration ectoplasme. Marie-George Buffet essaiera de relancer l'éducation populaire. C'est ouvrir la boîte de Pandore. Elle se fera taper sur les doigts et le dossier s'arrêtera.

On eut des ministres douairiers. Je cherche des noms. Les douairiers, c'est ou la médaille des bons serviteurs, ou la médaille du gars qu'on nomme parce qu'on ne sait pas bien. Une année, c'est une blague qui courait. On a séparé les sports de la jeunesse et, dans les services, on disait « on a trouvé l'amour en perdant la jeunesse ». On en a eu un autre dont je ne préfère pas parler des frasques. Plus d'autres dont je préfère oublier les noms par charité, par ce qui me reste de charité chrétienne. Dans un sens, je disais aux collègues depuis un certain nombre d'années « mettez-vous face à la réalité, Jeunesse et Sports, c'est fini. Il faut transférer aux collectivités territoriales ».

J'arriverai à mes réflexions. J'essaierai d'aller vite. On a servi de modèle. Si j'avais à retirer quelque chose de Jeunesse et Sports, je dirais « c'est bien. On a servi de modèle ». On a monté des choses qui semblaient peu intéressantes à la majorité du pays et on s'aperçoit que, finalement, vous avez tous dans vos services un service jeunesse, un service sports, un service jeunesse et sports, un service jeunesse activités culturelles que beaucoup, si j'ai bien compris, aimeraient appeler éducation populaire. On en reparlera. On a mené une mission. Est-ce que c'est un échec ? Je ne sais pas. Ce n'est pas un échec des services. Est-ce que c'est un échec de l'Etat ? Oui dans un sens et surtout un échec des politiques qui n'ont pas su donner à ces services l'orientation politiques qu'ils devaient avoir. Je vais vous montrer quelque chose qui vous rappellera la différence qu'il y a actuellement dans vos services territoriaux entre les sports et la jeunesse. Dans les années 70, dans une direction régionale, vous aviez un inspecteur principal, le patron, un Inspecteur Sports auquel était adjoint un Assistant Sports avec une flopée de conseillers techniques régionaux, les CTR, en nombre important qui travaillaient avec les ligues, un assistant plein air avec quelques CTR. Dans le meilleur des cas, il y avait un Inspecteur jeunesse éducation populaire qui, dans le meilleur des cas, avait un Assistant jeunesse éducation populaire qui pouvait négocier des actions et quelques CTP. Vous voyez la différence. Dans chaque service départemental, les Directions Départementales, il y avait un Inspecteur Chef de service qui prenait les rênes de l'EPS, de l'équipement, du sport, du plein air... Il avait d'ailleurs un Assistant sportif, un Assistant plein air. L'Assistant sportif avait des Maîtres de secteur, les Conseillers d'arrondissement, ceux qu'on appelle les Maîtres de la jeunesse ouvrière ceux qui ont fait le mouvement sportif d'ailleurs en

démarrant de l'association locale, de l'entraînement au basket, de l'initiation au basket, de la création de l'association locale, de la création du comité départemental... Un Assistant plein air qui était souvent seul et puis un inspecteur jeunesse qui disposait d'une secrétaire gérant les centres de vacances, Secrétaire payée par le Département, pas par l'Etat et qui ne bénéficiera d'un Assistant que grâce à Comiti. La balance, vous suivez, elle baisse d'un côté. Elle ne baisse pas du côté jeunesse éducation populaire. Ce n'est pas la faute des services, c'est la faute des politiques qui n'ont pas voulu lancer ça. Il faudrait qu'on ait le temps de bavarder.

On a parlé des loisirs, mais les loisirs ont largement évolué. Plutôt que de faire un développement, je vous propose deux exemples. Ce sont deux associations, deux dispositifs créés par des anciens des auberges, trotskistes, on l'était à peu près tous à cette époque dans le milieu. C'est André Essel qui a créé la FNAC pour développer la culture populaire et Gilbert Trigano qui a créé le Club Méditerranée pour développer des loisirs populaires d'été. Vous avez vu ce qu'ils sont devenus ? Le sport, n'en parlons pas. Les Fédérations sportives sont devenues des entités, le budget de la Fédération française de foot doit être quasiment trois ou quatre fois celui du ministère des sports. Alors. On a fait beaucoup de choses pour l'enseignement sportif, pour l'équipement sportif et socioculturel. Mais, ces réalisations étaient un peu polluées par des influences extérieures. Par exemple, en France, on ne pouvait pas faire un gymnase comme on peut le faire en Hollande, en Allemagne ou au Danemark où, très souvent, dans ces coins-là, vous avez un établissement sportif. Quand vous entrez vous avez une halte-garderie, vous avez l'équivalent d'un centre social avant d'arriver au sport. Il aurait fallu faire intervenir deux ministères. Et, ce n'était pas possible parce que les rythmes de subventionnement n'étaient pas les mêmes. Et, l'Education nationale refusait qu'il y eût d'autres publics que les siens dans nos équipements. Est-ce que c'est l'erreur de l'Etat ? Oui. Ce qui était important, ce que j'ai connu, ce que j'ai noté, c'est que Herzog a été valorisé parce qu'il était un homme et un projet. C'est la FFMJC qui le réclamait. Est-ce qu'on peut envisager, désormais, un grand ministère, parce qu'on va parler de l'avenir, un grand ministère ? Moi, j'y ai cru, un grand ministère de la jeunesse, de l'éducation populaire dans l'idée d'Amiot et Freitag, c'est-à-dire où les problèmes de la jeunesse primeraient sur les problèmes de l'enseignement. Ça m'étonnerait que ça arrive.

Donc, je ne propose qu'une seule chose maintenant, c'est la dévolution des dispositifs totale. C'est malheureux qu'il n'y ait pas de loi parce qu'il suffirait de faire une loi de transfert aux collectivités territoriales. Pourquoi ? Parce qu'elles sont plus proches des problèmes. Ce n'est pas pour vous flatter que je dis ça. C'est une analyse profonde qui date de plus de quelques décennies. L'Etat ne peut plus faire. L'Etat ne sait plus faire. L'Etat, c'est trop haut, c'est trop compliqué. C'est trop lourd. Qu'est-ce qu'elles devraient faire ? Je ne vais pas vous donner des conseils. Je vous donne des réflexions toutes simples. Premièrement, je crois qu'il faut repenser, c'est une demande de Stéphane Haar, à ce septième de jeunes qui sont prêts à s'engager. Il faut trouver, dans les collectivités territoriales, des gens qui sont capables de leur donner des idées, des moyens, mais pas de les cornaquer, de les mettre sur la voie de l'autonomie. C'est la dernière. Il y a le reste désorganisé. Je reviens à Jean Guéhenno qui disait que la société locale peut transformer l'école, développer les contacts avec l'art vivant, penser avec les mains, s'inspirer des CEMEA. Je vois une double optique de politiques locales que vous pratiquez déjà en partie, c'est-à-dire l'accès des jeunes aux activités sportives. Vous avez les personnels, vous avez les équipements. La seconde qui est plus difficile, qui n'existe pas encore assez, à mon avis, c'est d'ouvrir le maximum d'accès de jeunes aux pratiques culturelles, peut-être en créant des lieux, peut-être en faisant appel à des animateurs, surtout en faisant appel à des associations. Ça a un gros avantage. C'est que, à ce moment-là, vous participez à la réforme des rythmes scolaires du primaire. Elles peuvent s'étendre aux collèges. Elles pourraient s'étendre aux lycées. Je ne sais pas si c'est possible parce qu'il y a, quand même, des blocages dans le dispositif d'enseignement et que ces blocages ont toujours facilité, finalement, l'éducation populaire. Je constate que vous construisez les écoles, les collèges, les lycées, que vous les entretenez, vous les chauffez et vous n'avez aucune barre sur les Enseignants, et, que, lorsque vous créez quelque chose l'Etat vous donne ou ne vous donne pas les postes que vous souhaitez. Désolé. Prenez le pouvoir. Embauche les Enseignants. Je pense que c'est le contrôle de l'élus local sur le fonctionnaire qui fera la réussite des choses. Je reviens à mes années de scoutisme. Le vieil Hindou pense, relève la tête et dit « sahib, ce serait une idée intéressante ». « Certes » répond Kipling, « mais c'est une autre histoire ». Je vous remercie de votre attention.

Je suis prêt à subir vos attaques. N'allez pas me dire que je vous ai convaincus. Ce serait trop beau.

**Olivier Toche, Directeur de l'INJEP et de l'Observatoire de la jeunesse et de politiques de jeunesse :**

J'ai évidemment beaucoup de réactions par rapport à l'exposé très historique que vous avez fait. C'était le parti pris que vous avez choisi. Vous m'étonnez car sur la dernière période vous êtes passé un peu vite. C'est vrai que l'historien a toujours un peu de mal à parler des périodes les plus récentes. On pourrait peut-être éventuellement en reparler. J'ai un problème de question sur la définition du périmètre que vous avez choisi pour la politique de jeunesse, c'est-à-dire que vous avez restreint les politiques de jeunesse aux politiques de jeunesse au sens hors temps scolaire, loisirs..., donc qui recouvrent, évidemment, tout ce qui traite de l'éducation populaire, mais pas forcément toutes les politiques jeunesse au sens où l'entend désormais et qu'en particulier si je prends les périodes récentes, toute la période des années 80, c'est le rapport Schwartz, la création des missions locales qui sont quand même au niveau des politiques jeunesse sans doute les éléments les plus forts de la période Mitterrand dont on a fêté récemment le trentième anniversaire. Mais, c'est parce que, par choix, vous avez choisi de ne voir que la filiation jeunesse et sports et pas ce qui pouvait se passer autour. Or, il faut, je pense aujourd'hui, considérer que les politiques de jeunesse ce n'est pas seulement la sphère jeunesse et sports au sens historique du terme comme vous l'avez très bien dressée, mais c'est l'ensemble des politiques qui y concourent et qui, désormais, ne sont pas uniquement à Jeunesse et Sports, mais se trouvent aussi dans d'autres secteurs, et, l'insertion professionnelle et l'accès à l'emploi des jeunes ou le logement, les politiques de bourses, l'enseignement supérieur ou les politiques jeune public côté culture sont autant de politiques qui, de notre point de vue, désormais, à l'INJEP, sont des politiques de jeunesse tout autant que les politiques de jeunesse qui sont menées au sein du ministère qui porte le titre de ministère Jeunesse et sports. Voilà. Premier constat.

Deuxième constat. Votre constat est très sombre en disant que c'en est fini du rôle de l'Etat. Je voudrais aussi qu'on décentre un peu le regard. Ce constat que vous faites de Jeunesse et Sports vaut aussi sur d'autres secteurs. Moi qui viens des affaires sociales, les gens des affaires sociales se disent la même chose à savoir que l'Etat n'a plus vraiment de rôle côté social puisque du fait des différentes lois de décentralisation, c'est désormais l'échelon territorial qui est en charge pour une très grande part des politiques sociales et que l'Etat n'a plus qu'un rôle résiduel par rapport à ça. Même constat qui a été fait côté culturel où on sait très bien que les dépenses en matière de culture sont maintenant - hormis les grandes institutions culturelles - sont beaucoup le fait des collectivités territoriales et plus tellement celui de l'Etat. Ce qui veut dire que pour sortir du constat très sombre que vous dressez, je pense que la question qu'il faudrait se poser c'est réinterroger le rôle de l'Etat, c'est-à-dire qu'est-ce que l'Etat doit faire ou ne pas faire ? Et, là, la question est « est-ce que l'Etat a encore un rôle à être gestionnaire, opérateur comme il l'est encore de dispositifs dans la sphère Jeunesse et Sports, alors que dans d'autres secteurs il a délégué, non seulement déconcentré, mais décentralisé ? ». C'est une question.

Ceci dit, ça pose aussi une question parce que la solution que vous préconisez c'est de dire « on passe à la dévolution ». Vous reprenez d'ailleurs un terme britannique puisque le mot dévolution, c'est au Royaume-Uni qu'il est employé vis-à-vis de l'Ecosse ou du Pays de Galles. En France, on parle plus de décentralisation. Je ne sais pas si c'est un choix voulu de votre part. Mais, il me semble quand même que, quand bien même il y aurait eu décentralisation, l'Etat a encore un rôle, en tout cas moi je le crois, d'abord un rôle de régulateur, aussi un rôle de garant par rapport aux inégalités territoriales. Il peut y avoir des Régions riches et des Régions pauvres et que donc il y a des péréquations à opérer entre ces Régions. Et puis, il peut y avoir aussi un rôle d'expérimentateur. J'ai beaucoup cru, on pourrait aussi en débattre, suite à l'expérimentation sociale à condition évidemment qu'elle débouche sur une généralisation. Donc, rôle de régulateur, rôle de péréquateur, je ne sais pas si le terme existe, rôle éventuellement d'expérimentateur et d'évaluateur pour éventuellement redresser les situations lorsque les inégalités se creusent entre les territoires. Ce qui peut arriver aussi si on adopte une logique qui va jusqu'à la décentralisation extrême. Donc, Etat qui serait un peu les courroies de rappel qui manquent dans une politique.

Mon intervention est là pour dire que ce que vous dites, vu comme ça, est très sombre et très pessimiste. Je ne suis pas du tout dans ce pessimisme-là. Je pense que l'Etat effectivement est en crise, ce qui suppose que cette crise nous amène à réfléchir à son rôle et à son rôle nouveau par rapport à l'ensemble de ces politiques. Du côté des besoins, du côté de la demande sociale, elle existe et il faudra pouvoir y répondre.

Merci.

**Michel HELUWAERT :**

Je réponds rapidement. J'ai pu utiliser dévolution au lieu de décentralisation. C'est vrai que, en tant que Dunkerquois, j'ai des ancêtres britanniques. Donc, il y a des tréfonds historiques qui remontent. Je ne suis pas pessimiste contrairement à ce que vous pensez. J'applique simplement la théorie de Léon Blum qui dit que la France, c'est à l'échelle humaine ce qu'il a rédigé pendant le procès de Riom, il dit que c'est fini déjà à son époque. Il dit « la France centralisée, c'est fini ». Il faut créer en France un certain nombre d'organes indépendants, se gérant eux-mêmes qui ne font appel à l'Etat que pour des questions particulières. Je n'ai pas eu le temps de le dire.

Je ne suis pas pessimiste. Jeunesse et Sports, c'est une administration de mission. Mais, une administration de mission est forcée de disparaître à un moment ou à un autre. Je pense que le rôle de l'Etat devrait se situer dans ce que j'appelle une sorte de FONJEP politique. Premièrement, ne plus donner d'argent. Quand on est une administration guichet, on impose. C'est quelque chose que j'ai appris quand je suis arrivé en Languedoc-Roussillon c'est « celui qui paie qui commande ». Je crois qu'il faudrait arriver à un nombre donné de fonctionnaires d'Etat qui soient considérés comme des experts et qu'ils puissent conseiller les associations et les collectivités. Lorsqu'une collectivité territoriale veut faire quelque chose avec des associations, l'élu est obligé ou de croire ses services ou de faire appel à une société de services. Là, l'Etat pourrait le faire parce que l'Etat, son intervention est gratuite. Ça peut être un avenir. Je ne sais pas, ce n'est pas moi qui réformerais la France. Je suis trop vieux. Mais, je pense qu'il y a des pistes à suivre.

Je crois que quelqu'un me faisait des signes désespérés en disant que ça débordait. Je vais vous remercier de votre attention et vous souhaite de très bonnes journées de débats. Merci à tous de votre attention.